

# Tchernobyl, c'est pire que ce que nous pouvions imaginer !...

## Tchernobyl a tué des milliers de personnes, déjà

Lundi 22 avril 1991. Moments les plus forts d'un voyage en Ukraine, où la catastrophe de Tchernobyl prend une ampleur sans précédent :

- A l'hôpital de Poustcha, près de Kiev, une mère pleure son enfant atteint de leucémie et nous supplie de les aider. Au début mai 1986, ils étaient venus en vacances, depuis la Géorgie jusqu'à quelques kilomètres de Tchernobyl, sans savoir ce qui s'y était produit.

- J'ai vu M. Bolotov, animateur d'une union de défense des "liquidateurs", terrassé par une crise cardiaque dans l'avion qui nous ramenait de Kharkov à Kiev, et s'en tirer, encore une fois, grâce au masque à oxygène et aux massages du député Ivan Valenia, et à une piqûre effectuée par des infirmières dès son arrivée. Il a participé en 86 aux projections de sable et de béton sur le réacteur n° 4, à partir d'un hélicoptère.

On nous a dit tantôt qu'il n'y a eu que trente-et-un morts, quelques électriciens, des pompiers, des cameramen, héros de l'Union soviétique, tantôt trente-sept...

Le 15 avril 1991 à Paris, au cours d'une réunion officielle, un Soviétique, M. Tchernichensko, représentant des "liquidateurs", a affirmé qu'on en était à 7 000 morts et que « *le sarcophage qui est censé colmater la radioactivité encore présente — des centaines de tonnes de combustible, selon des membres du Soviet suprême d'Ukraine — a mille mètres carrés de fissures* ».

« *Il fait de la démagogie !* » ont clamé les défenseurs du nucléaire !

Qui ment ? Qui exagère ?

Avec Paul Lannoye, président du groupe Vert au Parlement européen (belge), Virginio Bettini (Vert italien), Eva Quistorp des Grünen, Solange Fernex et moi-même pour les Verts français, nous sommes allés enquêter sur place pendant huit jours, invités par Green Help, association dont le but est de venir en aide aux enfants de Tchernobyl.

Nous sommes allés visiter les hôpitaux de Poustcha, près de Kiev, ceux de Kharkov, avons rencontré médecins, élus, adultes et enfants malades, représentants des "liquidateurs" qui ont travaillé à la décontamination de Tchernobyl, des personnes dans des zones contaminées non évacuées.

Nous sommes allés dans la zone de trente kilomètres évacuée autour de la centrale dont trois tranches sont encore en activité alors que la construction de deux nouvelles tranches a été stoppée.

Nous sommes allés à Pripyat, ville de 55 000 habitants en 1986, déserte aujourd'hui. Puis à quelques centaines de mètres du sarcophage, près du monstre.

A Kharkov vivent 10 % environ des "liquidateurs".

Selon Valeri Siniavsky, adjoint au maire, M. Volunia, médecin et une femme médecin — qu'on nous présentera invariablement comme « *la mère de Tchernobyl* » à l'ancien hôpital de la nomenklatura devenu hôpital des "liquidateurs" il y a un an et demi —

68 000 personnes de Kharkov ont travaillé à la décontamination. Il y a 2 500 réfugiés de la zone évacuée de Tchernobyl, 1 500 sont déjà considérés comme invalides. Sur 12 000 personnes traitées dans cet hôpital, 229 sont mortes. On ne peut pas dire que les autres ne sont pas malades. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'autres morts. Certains sont traités dans d'autres hôpitaux. D'autres refusent tout traitement.

Si l'on extrapolait, bien que cela soit difficile à faire, 229 morts sur 12 000, cela ferait entre 11 450 et 13 200 morts parmi les 600 000 à 700 000 "liquidateurs".

Les 7 000 morts annoncés par M. Tchernichensko sont très plausibles, les trente-et-un morts annoncés par les officiels du nucléaire sont des mensonges éhontés !

## Les maladies se multiplient ; c'est un désastre pour la santé des enfants et des adultes

Combien de personnes touchées ? Certains médecins annoncent cinq millions environ, dont un quart d'enfants, surtout en Ukraine, en Biélorussie et en Russie. Mme Iaroshinskaïa, député au Soviet, "Madame Glasnost", parle même de huit millions. Ce sont les "liquidateurs" et les enfants qui sont les plus touchés.

Ces liquidateurs étaient des jeunes dans la fleur de l'âge ; ils avaient entre 18 et 35 ans pour la plupart (jeunes au service militaire, étudiants sursitaires, etc.). Peu atteignaient 40 ans, sinon les médecins et représentants des administrations gouvernementales.

En 1987, 33 % de ces personnes étaient reconnues malades. En 1990 : 67 %.

Pour les enfants traités d'un an et demi à quinze ans, 66 % en 1987, 32 % maintenant, les chiffres s'inversent.

Les statistiques partielles montrent :

- 3,7 % de tumeurs en plus ;
- 1,5 fois plus pour la thyroïde (2,2 à Kiev et à Moscou). A Poustcha, 21 cancers de la thyroïde ; à Kharkov des problèmes de retards de développement mental et physique ;
- 2,2 fois plus de problèmes vasculaires (hémorragies cérébrales) ;
- 3 fois plus de problèmes cardiaques (infarctus à 25 ou 30 ans) ;
- 6 fois plus de maladies de l'appareil respiratoire (dues au plutonium ?) ;
- 3 fois plus de maladies de l'estomac ;
- 2,5 fois plus pour les reins ;
- 4 fois plus pour les os (dues au strontium 90) ;
- 4 fois plus pour les muscles (dues au césium 134 et 137).

Pour ces dernières, le médecin a fait remarquer l'impossibilité dans laquelle elle se trouvait pour "sortir" ces éléments des corps contaminés.



**Les Verts**

50, Rue Benoît Malon  
94250 GENTILLY  
Tél. 49 08 91 31  
Fax. 49 08 97 44

On a en effet retrouvé dans les corps contaminés : de l'uranium, de l'iode 131 qui a gravement perturbé thyroïdes et systèmes nerveux pendant quelques mois (étant donné la brièveté de la période de l'iode 131), du césium, du strontium, de l'américium, du polonium, du cobalt, du molybdène, du plomb.

Selon le ministre de la Santé d'Ukraine, lors d'un colloque organisé le 23 avril par M. Youri Tchcherbak (les Verts de Kiev), les complications durant les grossesses et le nombre d'avortements ont augmenté.

En 1986, dans les territoires concernés, — 100 % (?) de naissances par rapport à l'année précédente, après l'accident.

En 1987 : — 10 % ; en 1988 : — 30 % ; en 1989, on retrouve 1 % d'accroissement. En 1989 toujours, sur 1000 nouveaux-nés, 22 malformations congénitales. En 1990 : 30.

## Où en est l'environnement, cinq ans après ?

Mardi 23 avril, nous sommes partis vers la centrale nucléaire. J'avais emmené un radiamètre gamma et un stylo dosimètre. Avec le radiamètre gamma, j'enregistrais surtout le césium, mais pas le strontium (élément beta).

Dans ma chambre d'hôtel, entre 0,03 et 0,07 microsievert par heure. Sur la place devant l'hôtel, de 0,10 à 0,31 selon les endroits.

La dose recommandée par la CIPR (Commission internationale de radio-protection), appliquée depuis 1985 aux Etats-Unis — mais pas en Europe — pour les populations est de 0,1 rem par an, soit entre 0,12 et 0,13 microsievert par heure, toutes radiations confondues. La norme encore appliquée en Europe est de 0,5 rem/an, soit 0,63 microsievert/heure environ. Dose pour les travailleurs : dix fois plus, soit plus de six microsieverts/heure.

A 52 kilomètres de Kiev, sur la route ré-asphaltée : 0,07 (seulement !).

Au village de Tchernobyl : 0,48 au bord de la route ; croissance lorsque je vais vers l'herbe, en direction d'un mur qui cache on ne sait trop quoi. Un gardien en uniforme m'interdit d'avancer.

Changement de car. Nous fonçons dans un "tape-cul" innommable vers la centrale. Le radiamètre indique 2,5 microsieverts, puis 4... Nous apercevons les tranches 5 et 6 inachevées d'un côté... Le sarcophage de l'autre... Le radiamètre monte : 5... 6... Nous contourmons le sarcophage et arrivons sur une place à deux cents mètres peut-être : 8,6 microsieverts.

Nous descendons en compagnie de journalistes et de télécinéastes belges et faisons des photos. Le radiamètre bloque à... 10 microsieverts/heure. Nous sommes à plus de 80 fois la norme CIPR 1985, à plus de 16 fois la norme CIPR 1977 appliquée à l'Europe, à plus de 10 fois la dose travailleur. Et ce, rien qu'en gamma. Combien de beta ? Deux jours plus tard, dans la ville de Vijgorod des Autrichiens munis d'un radiamètre beta-gamma trouveront un peu plus de deux fois ce que nous avions en gamma.

Nous ne sommes restés que quelques minutes : trois ou cinq ? Nous sommes assez vite remontés dans le car. Un travailleur de la centrale a voulu nous faire un exposé et nous a affirmé que l'endroit n'était pas dangereux, qu'il

avait une femme et un enfant, et qu'il y avait moins de danger ici que dans un avion...

Nous avons exigé du chauffeur du car qu'il reparte. Dans les locaux de la centrale en activité, nous n'avions plus que de 0,11 à 0,20 microsievert/heure.

Au retour, on nous a dirigés vers la ville abandonnée de Pripjat, évacuée seulement 36 heures après le drame. Sur place, au bord de la route : 4,3 microsieverts, presque 35 fois les normes CIPR de 1985 ; un peu plus loin dans le car arrêté : 0,55 mais parmi les feuilles mortes sous un arbre : 7,12.

Dans le fond, la grande roue où les enfants n'ont pu jouer qu'une journée est arrêtée. Mais quelle journée ! Du haut, ils pouvaient "admirer" l'incendie du réacteur !...

A la sortie de Pripjat, avant le carrefour qui nous remet vers le retour, à 500 mètres environ de la centrale endommagée, comme prévu par notre député ukrainien accompagnateur, ça monte, ça monte... 9,60 dans le car ! et en passant vite fait. « Pas question de s'arrêter ici ! » avait dit le député ukrainien qui nous avait prévenus. Plus d'une fois et demi la dose-travailleur ! Que peut-il y avoir dans ce secteur ? Des débris du réacteur endommagé ?

Nicolas Zarokhine, le directeur de la centrale — très pressé — qui ne nous a reçus que dix minutes, nous a affirmé que le sarcophage n'avait pas de fissures, mais devant notre étonnement et devant le radiamètre que nous lui avons montré, il a admis que « des éléments s'échappent ».

Il prétend avoir le droit de rejeter 500 curies (500 fois 37 milliards de becquerels) en 24 heures, et ne rejeter que 2 curies (étonnant, non ?).

A nos questions sur les conditions de travail dans la centrale, il nous a affirmé qu'à partir de 1989, la moyenne d'exposition aurait été de 1,3 rem par travailleur. Il finit par avouer que trois personnes ont reçu plus de 10 rems en 1990, mais refuse de nous dire les doses reçues entre 1986 et 1989.

Notre député nous affirmera plus tard qu'il y a « 1500 m<sup>2</sup> de fissures, qu'en juin 1990 l'énergie a considérablement augmenté dans un coin du sarcophage, qu'on a alors frôlé une seconde catastrophe et qu'il a fallu faire un trou dans le sarcophage pour éliminer une partie de cette source de radioactivité. Un deuxième Tchernobyl aurait pu se produire » !

Pour lui, « sous le sarcophage, la situation est grave. La rive gauche de la rivière Pripjat est bien contaminée. L'eau est pour l'instant contenue, mais lors d'une inondation comme cela se produit toutes les quelques années, elle pourrait gagner le Dniepr, la réserve de Kiev et la Mer Noire. » Trente-cinq millions d'habitants utilisent l'eau du Dniepr et de la Pripjat selon M. Yakovlev, hydro-éco-géologue de Kiev. C'est 70 % de la population d'Ukraine qui, à terme, risque de manquer d'eau de bonne qualité.

Monsieur Yakovlev parle des graves problèmes de la contamination des eaux de surface et des eaux de profondeur : pénétration de la radioactivité déjà à sept mètres parfois, profondeur variable selon la qualité des sols. Toutes les eaux sont menacées.

Il nous a montré des cartes de contamination surfacique en césium pour l'Ukraine. Les régions les plus contaminées sont celles du sud-est, vers le Donbass, région très industrielle, et les régions de Kiev et du nord de Kiev. Il reconnaît qu'il y a des taches de contamination en "léopard" importantes dans Kiev même (trois millions

d'habitants). Le député ajoute : « *si rien ne change, il faudra évacuer Kiev en 1992 ou 1993, compte tenu de l'accumulation des doses* ».

Ici et là, on se plaint des poussières. Poussières dans les champs : les tracteurs n'ont pas tous des cabines et les cabines ne sont pas étanches à 100 %. Poussières dans les rues non asphaltées : ainsi à Vijgorod d'où venaient des "liquidateurs" en 1986 et d'où partaient beaucoup de camions transportant du béton. L'une de ces rues, où l'on nous a demandé de constater la circulation et la poussière, borde un collège...

Dans les aliments, un laboratoire indépendant a constaté en moyenne 370 becquerels en césium par kilogramme (doses limites en Europe, mais pas en France !), mais n'a pas les moyens d'analyser tous les éléments radioactifs et notamment le plutonium. Le poisson de la mer de Kiev, en amont du barrage, est 160 fois plus contaminé qu'avant l'accident... Au sud, neuf fois seulement nous dira-t-on. On accuse parfois les pommes, les prunes, les abricots, les arbres de la région.

En fait, on remet en cause des normes qui ne prennent pas vraiment en compte les divers paramètres, air, eau, aliments et l'accumulation de ceux-ci.

Ce sont les terres à blé de l'Union soviétique certes, mais agriculture et industrie confondues, c'est 25 % de l'appareil de production soviétique qui est remis en cause en Ukraine, même si cette République ne couvre que 3 % du territoire de l'URSS, nous dira M. Yakovlev, qui nous montre les cartes de contamination en césium établies jusqu'en 2010.

Mme Iaroshinskaïa insistera sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine, mais aussi de la Biélorussie, de la Russie et du monde entier. Il est vrai que des terres biélorusses et russes, parfois à 200 ou 250 kilomètres de Pripjat, sont fortement contaminées. « *Notre planète Terre ne sera plus jamais comme avant.* » (Durée de vie du plutonium : plus de 240 000 ans !). Pour elle, « *il ne faut pas oublier qu'un cinquième des Biélorusses mourront de Tchernobyl dans la décennie qui vient des cancers pouvant se déclarer 10 à 20 ans après l'accident* ».

## “No future” ou “no problems”

Si quelques-unes des victimes rencontrées ont l'esprit combatif, beaucoup, au contraire, sont comme hébétées : « *Nous n'avons pas de futur* » disent-elles. Mais nous avons rencontré aussi des personnes pour lesquelles « *n'y a pas de problèmes* » ou « *peu de problèmes* ».

Les analyses de la situation ne concordent pas toujours. Pour des raisons techniques d'abord :

**1. La vision des choses par hôpital et le compartimentage des spécialistes.** Ainsi ce médecin, M. Tcherban, de l'hôpital de Poustcha, près de Kiev, qui nous dit avoir lui-même constaté un peu plus d'une vingtaine de cancers de la thyroïde chez des enfants, dûs à une exposition trop importante à l'iode 131. Selon lui, rien qu'à Pripjat, 13 000 enfants auraient reçu, à eux seuls, 2000 rems. Selon le ministre de la Santé d'Ukraine, pendant les premiers mois, des enfants auraient reçu de 200 à 250 rems à la thyroïde. Mais M. Tcherban nie avoir rencontré des cas de déficience mentale ou des retards de développement physique dûs à cette exposition à l'iode, pourtant logiques s'il y a des cancers. Ce qu'une de

ses collègues de Kharkov mettra en évidence pour en avoir rencontré. Pour les malformations à la naissance, on sait qu'elles existent mais on ne les traite pas à Poustcha. On espère la sortie d'un document par l'Académie des sciences de l'Union soviétique.

**2. Le manque de matériel de contrôle médical.** Le même M. Tcherban, endocrinologue jusqu'alors plus que prudent, s'est fâché pendant le discours quelque peu lénifiant de sa directrice...

« *Nous manquons de spécialistes pour suivre toutes les personnes concernées. Nous manquons de matériel.* » Lorsque 1000 appareils sont nécessaires, 15 sont disponibles. Des investigations hormonales doivent être faites. Pas de matériel. Pas un équipement supplémentaire cette année. Les 20 cancers de la thyroïde, nous ne les avons pas détectés ici, ni ailleurs. Ce sont les parents qui sont venus avec leurs enfants. Certains avaient déjà des métastases. Il aura même ce cri du cœur : « *l'efficacité de mon travail est à zéro !* » Il a envoyé trois programmes à la Commission européenne, à un certain M. Metro à Bruxelles. Rien. Pas de réponse. Des contacts sont pris avec les Etats-Unis, sur le papier surtout. L'Allemagne ne veut pas faire d'étude épidémiologique ; seuls quelques travaux sont entrepris avec la Suisse, le Japon, la Corée, pour décontaminer...

**3. Pour des raisons idéologiques et politiques.** « *Je me suis longtemps demandé si je devais parler, vous demander de l'aide. J'ai honte pour mon pays* », nous a dit une femme médecin de l'hôpital des enfants à Poustcha.

Un directeur communiste de l'hôpital de Vijgorod n'a pas voulu nous recevoir. L'opposition au Soviet de la ville nous a dit qu'il avait honte de l'état de l'hôpital dont il avait la charge. Les tenants du nucléaire continuent à sévir. Ainsi ceux qui dirigent les réacteurs en fonctionnement à Tchernobyl, qui, bien que faisant travailler les agents au-dessus des normes, selon la commission de contrôle du Soviet d'Ukraine, affirment que la sécurité des travailleurs et des installations est garantie à 100 %. Le mythe de l'infailibilité de la Science et du Progrès est encore très fort, et le stalinisme a sans doute laissé des traces.

Ils sont aidés en cela par certains spécialistes internationaux. Ainsi, le professeur Gale, l'Américain spécialiste de la greffe de la moelle osseuse, qui a sauvé une personne sur les quelques dizaines qu'il a traitées en provenance de Tchernobyl, et qui a déclaré à Kiev et à la télévision soviétique que « *maintenant Tchernobyl, ce n'est plus que de l'histoire* ».

Peut-être pour lui, mais pas pour ceux qui souffrent aujourd'hui et souffriront dans les années à venir.

Ainsi M. Blix, de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) de Vienne, qui a, selon Mme Iaroshinskaïa, accepté sans broncher les mensonges officiels et a affirmé que le mal principal, c'était « *la radiophobie* ».

Ainsi M. Pellerin, le fameux directeur du SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants), qui est venu conseiller M. Iline, son homologue soviétique, de rehausser le taux admissible d'exposition des Soviétiques de 35 rems sur 70 ans (c'est-à-dire 0,5 rem/an) à 50 rems sur 70 ans. Ce qui est un moyen efficace... pour ne pas avoir à déplacer d'autres

populations qui vivent aujourd'hui dans des zones contaminées, et à les reloger.

Le lobby nucléaire sait que Tchernobyl est un coup très dur porté à l'industrie nucléaire dans le monde, et il cherche par tous les moyens à cacher les choses dans un premier temps, à les minimiser ensuite. C'est une vraie "mafia" nous a-t-on dit. L'appareil bureaucratique, la nomenklatura, ne sont pas encore morts. Des discours tout préparés nous ont été servis et par la directrice de l'hôpital de Poustcha, et par le directeur de la centrale de Tchernobyl. Tous les deux ont déclaré : « *Nous ne connaissons pas M. Tchernichensko* » avant même que nous leur ayons demandé ce qu'ils pensaient de ses déclarations à Paris. La langue de bois existe encore. Ainsi de la réponse : « *Les résultats obtenus sont examinés. Les contrôles autour du sarcophage sont bons* » du directeur de la centrale à notre demande concernant la nappe phréatique.

Lorsque nous avons rencontré Mme Niagu Angelina Ivanovna, spécialiste neurologue à Poustcha, dans sa salle capitonnée, musique douce en fond sonore, nous nous sommes tous demandés si elle avait "traité" jadis quelques dissidents.

« *Les doses reçues sont très faibles* » déclare-t-elle. « *Le plus gros problème c'est que les personnes ont un stress chronique, qu'elles ressassent qu'elles n'ont plus de futur. Il ne faut pas attirer l'attention sur Tchernobyl et aider à créer un institut international de correction psychologique.* » Ceci nous a quelque peu rappelé le "lessivage de cerveau" d'il y a quelques années.

Pourtant, si elle est spécialiste des maladies psychologiques, elle doit savoir le propre d'une phobie qui ne repose pas sur une crainte réelle, et que dans cette situation, on avait bien assisté à une catastrophe nucléaire réelle, qu'il y avait bien une contamination réelle de l'air, de l'eau, des sols, des aliments. On ne peut enfouir cette réalité dans les cerveaux comme on a enfoui le réacteur sous le sable, le béton, le sarcophage. Nous lui avons fait remarquer qu'une autre solution consistait à se battre, même si l'ennemi est plus difficile à déterminer qu'à Stalingrad !

Les conservateurs sont encore présents dans les Républiques, et pas seulement dans l'armée et la police. Les communistes forment à 50 % la commission de contrôle du Soviet suprême de l'Ukraine.

Tous ne sont sans doute pas pour la "glasnost", même si Gorbatchev, pour le cinquième anniversaire, a enfin admis l'ampleur de la catastrophe.

Les associations, telles que Green Help, le Monde Vert, les Verts du docteur Chtcherbak, les députés ukrainiens indépendants ou non ont encore beaucoup de travail à faire pour contrecarrer le "no problems" des uns et faire que pour les autres on sorte du "no future" !

## Que demandent nos interlocuteurs et que pouvons-nous faire ?

Aider les enfants, mais comment ?

1. Avec des séjours extérieurs — 30 jours au moins et certains disent 70 jours — pour changer de milieu et surtout d'alimentation ; mais on sait bien que ça ne peut toucher toute la population enfantine, même si on choisit délibérément les orphelins plutôt que les enfants de l'élite.

2. Sur place, par l'aide alimentaire, l'envoi de vitamines et de sels minéraux. Aider les laboratoires, les hôpitaux, en hommes et en matériel. Faire connaître la situation par des expositions, par l'information. Nous avons déjà demandé une bonne partie de tout cela dans une résolution au Parlement européen, il y a un an déjà.

1. Une aide alimentaire.

2. Une aide médicale.

3. Des études épidémiologiques utiles pour l'URSS et nous-mêmes en Europe. Cette résolution avait été adoptée à la quasi-unanimité en avril 1990. Apparemment rien, ou si peu, n'a été fait par la Commission des communautés européennes.

On constate une fois de plus la collusion entre l'exécutif européen et le lobby nucléaire (industriels et certains scientifiques) en Europe. On préfère essayer de vendre le nucléaire allemand (Siemens) et français (Framatome, EDF) à l'Est.

C'est une fois de plus scandaleux. Nous interviendrons en commission Energie, recherche et technologie, en session pour débloquer cette situation.

Et l'aide doit pouvoir être directe, ne pas devoir passer par le centre, car dans l'état actuel des choses cela signifierait l'armée et le KGB comme intermédiaires. Elle doit pouvoir passer par les Républiques d'Ukraine, de Biélorussie, de Russie, voire par une coordination des commissions de contrôle des Soviets suprêmes d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie.

Et pourquoi pas des hôpitaux qui feraient la demande de matériel qu'ils justifieraient ?

Il faut faire vite. Il faut être efficace. Colmater le sarcophage ! Cela n'exclut pas de resserrer les liens entre les associations de là-bas et d'ici.

Pour nous Européens, à plus long terme, cette situation doit nous encourager à sortir au plus vite du nucléaire, à améliorer la sécurité des installations en attendant leur arrêt, à réviser les normes d'exposition telles que la recommandation de la CIPR de 1985 le demande, à préparer les voisins des unités de production à gérer au moins mal l'accident qui pourrait se produire (cf. la pochette de survie des Verts) et exiger des autorités de réviser sérieusement les Plans particuliers d'intervention (PPI).

Comment peut-on faire croire aujourd'hui qu'un accident à la Hague n'exigerait qu'une évacuation sur deux kilomètres et autour des centrales nucléaires sur cinq kilomètres ?

Ne laissons pas le pouvoir au lobby nucléaire !

Le 29 avril, de retour de Tchernobyl

Didier Anger,  
Vice-président de la Commission  
Energie et technologie au Parlement européen

P.S. : Je tiens à remercier les dizaines de personnes qui ont accepté de nous rencontrer, et tout particulièrement Natalia Karpan, animatrice de Green Help, qui a été un maître d'œuvre compétent et efficace pour que notre voyage soit une réussite.